

LA CONTRIBUTION DE LA DIASPORA GUINEENNE AU DEVELOPPEMENT
DU PAYS DE 1958 A 2020

Mamadou Sounoussy DIALLO,
Université Général Lansana Conté de Sonfonia-Conakry,
sounoussydiallo80@gmail.com
&
Brahima KABA, Université Julius Nyerere de Kankan,
kaba.braima81@gmail.com

Submitted: 2024-05-22

valued: 2024-06-30

validated: 2024-07-30

Résumé:

Cette étude analyse l'apport de la diaspora guinéenne à la construction et au développement de son pays. Ainsi, dans une approche sociohistorique, notre étude interroge les déterminants ayant prévalu à la construction d'une importante diaspora guinéenne dans le monde de 1958 à 2020. Elle montre également la contribution de celle-ci au processus de développement socioéconomique.

À cet effet, les Guinéens dès l'accession de leur pays à l'indépendance subissent les affres du pouvoir. Confrontés ainsi aux répressions, des centaines d'hommes politiques et d'affaires sont contraints de fuir leur pays. Ce phénomène migratoire s'est accentué à partir de 1960 avec l'escalade de complots sous le régime *sékoutourien*. Les régimes qui se sont succédé après Sékou Touré, c'est à dire de Lansana Conté à Alpha Condé, se sont aussi inscrits dans la même logique répressive des populations en général et des opposants en particulier. Malgré cette spirale de répressions politiques, économiques voire sociales, la diaspora guinéenne joue un rôle majeur dans les transformations socioéconomiques et politiques du pays.

Cette contribution a été réalisée à partir d'une approche méthodologique mixte combinant la recherche documentaire sur les sources primaires et celles secondaires axée sur la migration guinéenne. Le croisement de cette documentation riche et variée a permis de scinder notre travail en deux parties à savoir la mise en place de cette diaspora guinéenne et son apport à la construction de son pays, la Guinée-Conakry.

Mots clés : Diaspora – Guinée – développement – migration – répressions.

**THE CONTRIBUTION OF THE LARGE GUINEAN DIASPORA TO THE
DEVELOPMENT OF THE COUNTRY SINCE 1958 TO 2020.**

Abstract :

This study analyses the contribution of the large Guinean diaspora to the construction and development of his country. Thus, in a socio-historical approach, our study questions the determinants that have prevailed in the construction of an important Guinean diaspora in the world from 1958 to 2020. Beyond that, it will also show the contribution of this diaspora to the

Keywords : *Diaspora - Guinea - development - migration - repression.*

Cette étude est basée sur l'analyse sociohistorique. Elle interroge d'abord l'émigration guinéenne de 1958 à 2000. Ensuite, elle décrit les transformations que la diaspora guinéenne a pu apporter à la Guinée. Notons que le départ massif et la formation des cadres guinéens en Afrique, en Europe, en Amérique et en Asie sont la résultante de la mondialisation qui engendre comme le note D. S. Keunang (2020 : 2) la « *défrontalisation* » marquée par l'hypermédia qu'est l'internet qui a réduit le monde en un village planétaire. Dès-lors, les pays du Sud, notamment la Guinée, enregistrent de forts mouvements migratoires entraînant la construction et l'intégration de microsociétés guinéennes dans les pays d'accueil.

En outre, la diaspora guinéenne contribue énormément au développement de la Guinée. L'avènement de la démocratie en Afrique couplé à la rapide circulation de l'information auxquelles s'ajoute ce que D. S. Keunang (2020 : 2) appelle dans son étude la révolution dans le domaine du transport et de la télécommunication, montrent que la diaspora demeure un important acteur de la scène internationale. Après 62 ans d'émigration forcée (exilés politiques) ou voulue des Guinéens à travers le monde, il est l'heure de s'interroger sur la contribution de celle-ci dans la dynamique évolutive de sociohistorique du pays. Dès-lors, comment comprendre que la Guinée malgré ses nombreuses richesses voit une partie de sa population émigrer et quel est l'apport de celle-ci dans son processus de développement socioéconomique de 1958 à 2020 ? La réponse à cette question s'articule autour de deux axes majeurs que sont la constitution d'une forte communauté de diaspora (i) et la contribution des de la diaspora guinéenne à la construction de leur pays (ii).

La méthodologie qui a permis de réaliser cette étude est fondée sur une approche sociohistorique. Ainsi, 58 entretiens individuels et de groupe ont été réalisés. Environ 116 personnes ont été soumises à un léger questionnaire. Ce qui a permis de mesurer certaines variables comme les statistiques des guinéens de la diaspora ; la contribution de celle-ci dans le développement socioéconomique local. L'étude a aussi procédé à une série d'observation pour constater de vue d'œil les réalisations de la diaspora tant en milieu urbain qu'en milieu rural. La revue de la littérature et les témoignages ont aussi été utilisés.

1. La mise en place d'une forte diaspora guinéenne

Cette section présente-les raisons migratoires des Guinéens vers l'étranger et analyse la formation de la diaspora guinéenne.

1.1.Les mobiles d'une forte saignée démographique

Les raisons de la forte poussée migratoire guinéenne vers l'étranger se résume aux répressions politiques, aux profondes crises économiques accompagnées du délitement du système éducatif guinéen. Ces raisons de la forte poussée migratoire guinéenne s'expliquent par les effets des TIC qui sont fortement intégrées dans les sociétés de départ. D'autres facteurs notamment la jalousie et l'imitation des frères et sœurs dans les familles polygamiques et même dans le voisinage expliquent les vagues

migratoires parfois irrégulières des guinéens. L'on se souvient qu'au début des années 2000, le pays a même subi des attaques rebelles dans ces frontières Sud-Est et Sud-Ouest.

1.1.1. Les répressions politiques

La Guinée, ancienne "Rivières" du Sud, est la première colonie française de l'Afrique à accéder à l'indépendance³ et le second en Afrique au Sud du Sahara après le Ghana⁴. En effet, elle refusa la Communauté franco-africaine proposée par le Général De Gaulle en votant "Non" à 96,4% lors du référendum du 28 septembre 1958. Dès lors, les autorités françaises vont tenter de faire tomber le gouvernement naissant à travers sa déstabilisation en soutenant de nombreux coup d'Etats orchestrés par les antis-Sékou Touré, en l'isolant politiquement et en sabotant son économie⁵. Le gouvernement de Sékou Touré réagit en dénonçant les tentatives de coups d'Etat orchestrées contre son pouvoir « réels et/ou imaginaires » et fait usage de la violence pour anéantir toute opposition à son régime en vue de justifier ses actions. Le président guinéen, Sékou Touré, met en place un régime marxiste répressif en vue de protéger son pouvoir. Face à toute situation, il fait usage de l'alibi de complots pour éliminer tous ceux qui font ombrage à son pouvoir. Pour S. Diallo (1984 : 26), Sékou Touré en a dénoncé une quinzaine de coups d'Etat tout au long de son règne, soit à la fréquence d'un tous les deux ans. Les purges frappent aussi toutes les catégories socio-professionnelles (A. Doré 1986 : 140). Les plus emblématiques de ces complots sont « l'opération Persil⁶ » de 1959 orchestrée à partir du Sénégal ; l'agression portugaise de 1970⁷ et le « complot peul » de 1976⁸. En clair, la Révolution guinéenne (1958-1984) a été répressive à telle enseigne que les Guinéens ont préféré trouver refuge ailleurs où, le Sénégal et la Côte d'Ivoire restent leur destination favorite.

Les répressions politiques ne sont pas seulement l'œuvre du régime Sékou TOURE. A cet effet, les régimes militaires de Lansana Conté à Dadis Camara et le régime civil d'Alpha Condé ont été tout aussi violents. Avec Sékou Touré, on parle de plus de 50000 morts et de disparus. Cependant, le premier régime militaire (1984-2008) a, quant lui, liquidé certains dignitaires du défunt régime Sékou Touré à la faveur du « coup d'Etat

³ Le 2 octobre 1958

⁴ Le 6 mars 1957

⁵ En déversant de nombreux faux billets du franc guinéen en vue de créer une inflation qui conduirait à une révolte sociale pour faire tomber le régime Sékou Touré.

⁶ L'opération secrète, décidée à Paris dans le bureau de Jacques Foccart, le monsieur Afrique du Général de Gaulle, peut commencer. Elle est baptisée Persil, du nom de la célèbre lessive qui « lave plus blanc ». Son but : déstabiliser la Guinée et œuvrer au renversement de l'homme fort de Conakry, Sékou Touré. « Parmi ces actions de déstabilisation, je peux citer l'opération « Persil », par exemple, qui a consisté à introduire dans le pays une grande quantité de faux billets de banque guinéens dans le but de déséquilibrer l'économie ». Journal le Monde-diplomatique (avril-mai, 2018) disponible sur <https://www.monde-diplomatique.fr/mav/158/A/58507>

⁷ Elle fait de nombreuses victimes et a marqué durablement les esprits en Guinée compte tenue de la répression qui s'en est suivie. On dénombre quatre-vingt-douze personnes condamnées à mort dont certaines par contumace⁷ et les plus malchanceux sont soit pendus, soit brûlés ou enterrés vivants.

⁸ Pour plus de détails, voir André Lewin, *Diallo Telli. Le destin tragique d'un grand Africain*, Jeune Afrique Livres. Collection Destins, 1990 ; André Lewin, *La Guinée*, Paris, PUF, Que sais-je n°2184, Sidiki Kobélé KEÏTA, *Des complots contre la Guinée de Sékou Touré (1958-1984)*, Conakry, Les classiques guinéens, 2005.

manqué » de Diarra Traoré, suivi d'une purge dite des Malinké composés essentiellement des membres de la famille de Sékou Touré et de ses fidèles collaborateurs⁹. Le bilan fait 82 civils¹⁰ et 129 militaires embastillés¹¹ (B. Kaba, 2015 : 186-187). Ajoutons que la naissance du multipartisme en Guinée sous Lansana Conté a été également violente. Ce témoignage de Oury Bah, interrogé par C. Valade (2018, p. 209), correspondant de RFI à Conakry, est édifiant :

L'épisode du 22 janvier 2007 reste pour moi le plus douloureux de cette période (de violences politiques sous l'ère Lansana Conté), "confesse Bah Oury, après un instant de réflexion". D'autant plus douloureux que n'étant pas sur place, j'ai découvert à posteriori ce qu'il s'est passé sur des bandes-vidéo. Les manifestants étaient attendus au niveau du pont Tombo, ils ont été littéralement arrosés de balles. Nous ne pouvions pas imaginer qu'une telle violence était possible (en Guinée). J'étais déchiré, les gens tombaient comme des mouches, ce sont des images très difficiles à supporter.

Le deuxième régime militaire dirigé par le Capitaine Moussa Dadis Camara à la mort du Général Lansana Conté a perpétré avec ses proches militaires le massacre du 28 septembre 2009 dans le stade du 28 septembre de Conakry. Cet événement tragique a coûté la vie à plus de 150 manifestants. Au-delà des morts, il a été enregistré des viols et des humiliations infligées à certaines femmes. Les militaires ont ainsi réprimé dans le sang la manifestation organisée par l'ensemble des partis politiques qui ont exprimé leur opposition à la candidature de Dadis Camara à l'élection présidentielle de 2010 (A. W. Somparé, 2015 : 449-462). Les répressions politiques sous la mandature d'Alpha Condé découlent des échéances électorales et de la situation socioéconomique délétère du pays. Il s'agit de celles liées aux législatives de 2013, à la présidentielle de 2015, aux municipales de 2018 et les élections référendaires et présidentielles de 2020. Il est très difficile de faire un bilan de la violence politique sous le règne d'Alpha Condé, car son gouvernement a peu communiqué sur lesdites violences. Mais selon Amnesty International il y aurait plus de 350 morts dans les violences électorales ces dix dernières années (M. O. Diallo, 2018 : 8).

2. Une crise économique et le délitement du système éducatif

La crise économique en Guinée est inhérente à la gestion opaque du premier régime militaire et à la mauvaise gestion de la transition politique après la mort de Lansana Conté. De 2009 à 2010, le pays traverse une crise qui affecte considérablement sa

⁹ La liste comprend Ismaël Touré ; Abdoulaye Touré ; Amara Touré ; Toumany Sangaré ; Sékou Chérif ; Mamadi Kéita ; Lansana Diané ; Seydou Kéita ; Mamourou Touré ; Kera Karim ; Samory Touré ; Mouloukou Souleymane Touré ; Général Toya Condé ; Commandant Sidiki Condé ; Commandant Kémoko Kéita ; Commandant Siaka Touré ; Capitaine Mandiou Touré ; Capitaine Alfa Touré ; Lieutenant Kalangban Touré ; Adjudant Kaba Camara « de Gaulle » ; Mamadouba Camara « MC » ; Moussa Diakité ; Bakourouma Kéita ; Lansana Béavogui ; N'Famara Kéita ; Bakourouma Kéita.

¹⁰ S'agissant des civils, 16 étaient d'anciens ministres, 16 autres, des cadres supérieurs occupant des fonctions administratives importantes.

¹¹ Des 129 militaires, 38 étaient des officiers supérieurs (1 général, 3 colonels, 13 chefs de bataillons) 21 des officiers subalternes avec le grade de capitaine et 18 des sous-officiers.

situation économique et sociale. Malgré l'organisation d'élections « libres et transparentes » en novembre 2010 qui aboutit à la normalisation de la situation économique et sociale, le président Alpha Condé et son gouvernement héritent selon la BAD (2011 : 9) :

D'une situation difficile caractérisée par une économie mal gouvernée, une pauvreté élevée et croissante, des tensions sociales et ethniques, un niveau élevé d'endettement (300% des exportations à fin 2010) avec accumulation des arriérés vis-à-vis de la plupart des Partenaires techniques et financiers, à l'exception de quelques rares dont la Banque. Structurellement, l'économie est peu diversifiée, dépendante des performances du secteur minier qui représente 14,5% du PIB et fournit près de 90% des recettes d'exportation. L'agriculture représente 25% du PIB, l'industrie 41 % et les services 34%. L'analyse des moteurs de la croissance montre qu'elle est tributaire des investissements publics (+12% en 2010) et des investissements dans le secteur minier (+6,4% en 2010). Ces investissements concentrés dans des secteurs peu productifs (sécurité et défense), ou intensifs en capital (mines), n'ont pas produit les effets d'entraînement escomptés sur le reste de l'économie »

Comme si cela ne suffisait pas, l'accroissement du taux de la paupérisation et le dysfonctionnement du système éducatif, économique et de la gouvernance viennent davantage fragiliser la nation guinéenne. Cette situation a entraîné une profonde précarisation des conditions des populations. D'ailleurs, les Objectifs du Millénaire pour le Développement n'ont pas été atteints et les indicateurs sociaux montrent que la Guinée demeure dans le dernier quintile en termes de développement humain même si son score est passé de 0,323 à 0,340 entre 2005 et 2010.

Le secteur éducatif en est le plus touché avec un taux brut de scolarisation qui a stagné autour de 79% pour l'ensemble depuis 2007, et à 70% pour les filles. Le taux dans les zones rurales est de 60%. Le taux d'abandon est passé de 5,9% en 2007 à 11,6% en 2010, faisant baisser ainsi le taux d'achèvement du primaire à 57% en 2010 (BAD, 2011 : 9). La déliquescence du système d'enseignement universitaire amplifie la migration des lettrés guinéens pour les études occasionnant la fuite des cerveaux. Cela est dû à la prolifération d'universités privées dont peu sont capables d'offrir un enseignement de qualité, constate la commission d'évaluation des universités guinéennes du Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique¹².

En somme, il ressort que durant la première République (1958-1984), nombreux sont les Guinéens qui ont fui la persécution politique dans leur pays pour s'expatrier. Avec la deuxième, voire la troisième République, les causes de l'exil massif des Guinéens relativement changent, en ce sens que la récession économique qui a pour corollaire le manque d'emplois et le chômage massif des jeunes diplômés sont les mobiles des départs sans précédent des Guinéens vers d'autres pays.

2. Une forte poussée migratoire

La République de Guinée, a vu ces dernières années sa diaspora se renforcer notamment en raison de la culture de mobilité qui caractérise plusieurs groupes

¹² Il s'agit de l'Université Kofi Annan de Conakry, Université Nongo Conakry et l'Université Libre de Guinée.

ethniques qui la peuple (Petit V. et Baldé A., p.97). Ces auteurs montrent qu'en Guinée, les peuls éleveurs et les malinkés commerçants sont parmi les populations guinéennes les plus mobiles. Cependant, comme le montre A. Camara (2020 : 139-339), les peuls du Fouta-Djalon ont subi un changement social. Ils sont partis du pastoralisme au commerce : un élément explicatif de leur forte émigration.

L'histoire sociopolitique et économique du pays a toujours favorisé les départs migratoires des guinéens. Ces guinéens sont partis dans les pays de la sous-région, en Europe et récemment aux USA via la Turquie, le Salvador, le Honduras, le Nicaragua et le Mexique. Cette nouvelle route migratoire est devenue très prisée entraînant de facto une forte entrée des populations des pays du Sud dont les Guinéens dans la scène migratoire "Afrique, Amérique du Sud et USA". De nos jours, les guinéens forment une forte communauté concentrée à New York, Philadelphie, Atlanta, etc. Ces foyers des primo-migrants guinéens semblent être submergés par des migrants irréguliers qui arrivent tous les jours. Selon les données de la police des frontières américaines, durant la dernière semaine de décembre 2023, les Etats-Unis ont dénombré plus 69462 migrants illégalement entrés sur son sol. En ce qui concerne les guinéens, ils sont entre 8000 et 15000 personnes qui seraient arrivées aux Etats-Unis entre décembre 2022 à décembre 2023.

2.1. Les parcours migratoires et les zones d'installations

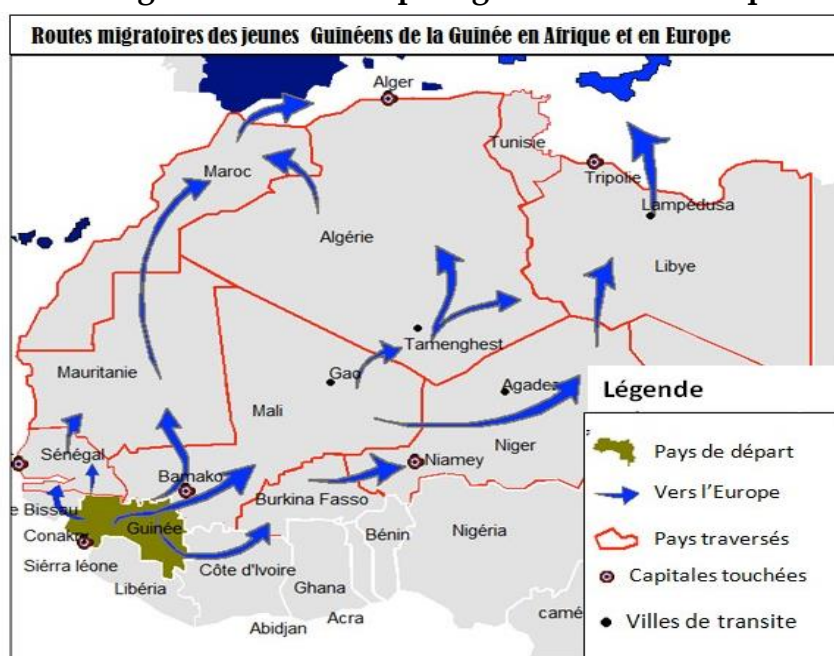
La migration internationale guinéenne touche toutes les quatre régions : la Basse Guinée ou région côtière, la Moyenne Guinée qui est une zone montagneuse, la Haute Guinée ou pays de savane et la Guinée forestière. Ces quatre régions naturelles du pays connaissent une forte saignée démographique en ce sens que chaque famille a son expatrié qui subvient aux charges familiales, une fois la réussite établie ou consacrée (B. Kaba, 2018 : 52).

Les opposants guinéens qui échappent aux arrestations, emprisonnement et/ou exécutions extrajudiciaires ou du jugement populaire, se réfugient dans les pays voisins à leur région d'origine avant de pouvoir rallier l'Occident pour une frange non négligeable. Ainsi, les Guinéens de la Basse et Moyenne Guinée investissent le Sénégal et la Sierra-Léone. Tandis que ceux de la Haute Guinée choisissent la Côte d'Ivoire, mais d'autres s'orientent vers la Sierra-Léone et le Mali. Quant aux populations de la Guinée-Forestière, elles se réfugient en Côte d'Ivoire et au Libéria. Le Sénégal et la Côte d'Ivoire sont dès lors les premières destinations des Guinéens qui fuient leur pays selon Diallo M.S. (2022 : 250-255) et Diallo M. S., et al. (2021 : 102-104).

Malgré la fin du régime révolutionnaire qui voit l'ouverture du pays vers le monde capitaliste, les Guinéens continuent de sortir massivement du pays sous les transitions militaires et sous la troisième République. Mais, à partir des années 2000, l'émigration clandestine ou irrégulière est devenue monnaie courante. Ces vagues migratoires denses et permanentes de la diaspora guinéenne se sont construites dans la logique évoquée par K. Zimmerman (1996 : 95-128). Il ajoute aussi que la migration internationale du capital humain résulte de la confluence de facteurs qui poussent les travailleurs hors de leur pays d'origine et de facteurs attractifs des pays d'accueil. Plus

loin, Bellemare F-A. (2014 : 892-893) soutient que les principaux travaux théoriques et économétriques relatifs aux dynamiques migratoires ont jusqu'à présent privilégié l'étude des retombées ou encore les facteurs explicatifs induits par la fuite des cerveaux. Aujourd'hui, les migrations sont généralement ordonnées par l'existence de facteurs économiques, politiques et également sociaux. Donc ce processus de fuite est donc facilité par l'avènement de la mondialisation qui a mis à nu les inégalités salariales entre les pays en développement et les pays développés. Donc, le parcours migratoire des guinéens ne se dérobe de cette réalité. Dès l'aube de ce processus, les guinéens se sont dirigés vers l'Afrique et l'Europe dans un processus multiforme et multidirectionnel. Mais, la Côte d'Ivoire et le Sénégal demeurent non seulement des terres de refuge, mais également des points de transit pour la diaspora guinéenne. C'est pourquoi ces pays enregistrent les plus fortes communautés de Guinéens de l'extérieur (carte 1).

Carte1 : Le parcours migratoire de la diaspora guinéenne en Afrique et en Europe



Source : A partir de nos données recueillies à l'OIM-Guinée.

Conception : Brahim KABA

Réalisation : Ibrahima SIDIBE / Mai 2018

Source : Carte réalisée par B. Kaba à partir des données recueillies à l'OIM-Guinée (2018, p. 58).

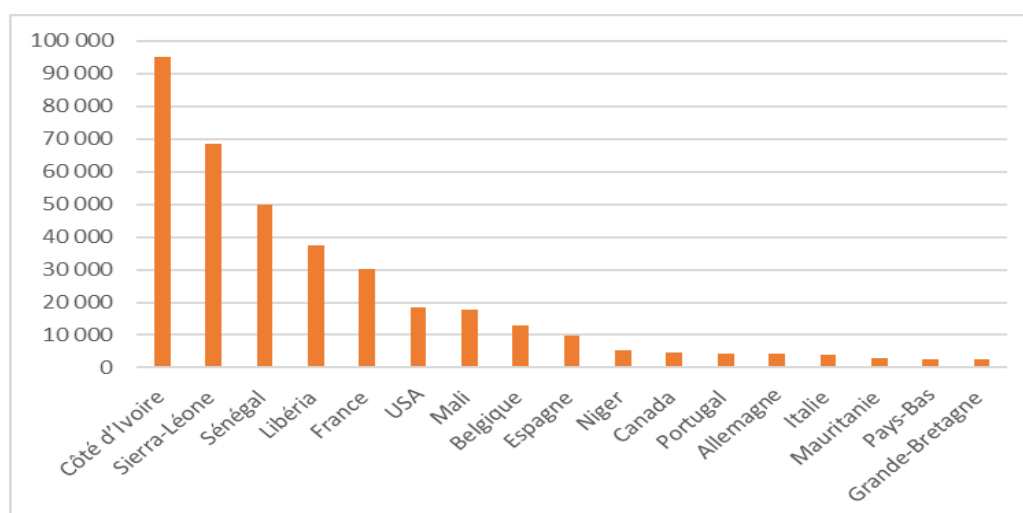
2.2. Les flux d'émigrants

De nos jours, la diaspora guinéenne est l'une des plus importantes en termes de chiffres parmi celles des pays de l'Afrique de l'Ouest. Elle s'est progressivement constituée au fil du temps de l'indépendance à aujourd'hui. Bah A. O., Keita B. et Lootvoet B., (1989 : 22), en 1984, dans une enquête publiée dans le n°36 de la revue *Politique Africaine* estimait à environ 2 millions de guinéens vivant à l'étranger dont plus des deux-tiers dans les pays de la sous-région ouest africaine. En Europe, la

France est en tête des pays d'accueil des Guinéens. Quant à D.K. Camara (2003), il estime que la communauté guinéenne à l'étranger avoisine les trois millions de personnes. Mais ces chiffres ne reflètent pas réellement la réalité, car la direction générale des guinéens de l'étranger du Ministère des Affaires Etrangères estime que la diaspora guinéenne oscille entre trois et cinq millions de citoyens. Notons qu'avec les vagues migratoires irrégulières, ces chiffres ont fortement évolué. Ainsi, au 1^{er} janvier 2018, les ressortissants guinéens en Italie¹³ étaient estimés à 11 240 personnes. Depuis 2017 les ressortissants guinéens sont parmi les cinq principaux demandeurs d'asile dans l'espace Schengen, notamment en France. Les Guinéens viennent après les Afghans qui sont les premiers demandeurs d'asile en France¹⁴.

Les statistiques sur la diaspora guinéenne disponible parlent moins ou pas du tout de celles dans les pays de l'Europe de l'Est. Cependant, force est de reconnaître que ces pays ont accueilli de nombreux Guinéens surtout dans le cadre des études durant le règne de Sékou Touré. Ces États socialistes ou communistes, ont soutenu les jeunes États africains en y formant leurs cadres. La plupart des cadres guinéens du premier régime ont fait leurs études universitaires et surtout postuniversitaires dans les pays comme la Roumanie, la Bulgarie, l'ex-URSS, l'Allemagne de l'Est, puis le Cuba en Amérique Latine. De même, les premiers sous-officiers et officiers guinéens et même ceux actuels ont été ou sont formés pour la plupart dans les académies militaires de ces pays de l'Est. En 2015, l'OIM estimait les émigrés guinéens à 426 941, soit 3,4 % de la population dont 74 % dans les pays de la CEDEAO. Les travaux de Diallo M.S. (2022 : 18), Diallo M.S., M. et al. (2022 : 99-110) et le profil migratoire établi par l'OIM (2020 : 2-3) montrent que la plupart des ressortissants guinéens se trouvent dans les pays voisins.

Graphique1 : Données des Guinéens à l'étranger



Source : OIM (2020, pp. 2-3)

¹³ Porte d'entrée en Europe des migrants Subsahariens irréguliers

¹⁴ <https://publications.iom.int/mp-guinee-202-fr>

Cependant, ces données sont aujourd'hui susceptibles d'un changement qu'on peut juger de majeur. Il est majeur car la route migratoire du Nicaragua ne fait pas l'objet d'une étude ou d'un contrôle afin d'être comptabilisé. Les pays pétroliers du Moyen-Orient, les pays du Maghreb ou les nouveaux pays industrialisés (d'Asie et de l'Amérique Latine) sont devenus ces cinq dernières années de nouvelles destinations des Guinéens. Il est difficile de les quantifier car ils sont issus de l'immigration irrégulière. Le Canada, quant à lui, compte 981 personnes¹⁵. Les Guinéens du Canada sont estimés à 4592 personnes V. Petit et A. Baldé (2017 : 99-105). Là aussi l'octroi quasi massif du visa d'études aux jeunes guinéens fait de ce pays une grande destination dont le nombre de migrants n'est pas encore comptabilisé par les études.

Mais, il est à noter que les données statistiques sur la diaspora guinéenne dans ces pays, sont difficiles à réaliser, vu l'importance de l'immigration irrégulière. C'est pourquoi V. Petit et A. Baldé (2017 : 99) soutiennent que la migration constitue le phénomène démographique le plus difficile à mesurer en raison de sa complexité. Comme note EUROSTAT, cité par V. Petit et A. Baldé (2017 : 99) « ... il est plus délicat de dénombrer les personnes quittant un pays que celles y entrant ». Alors que dans les pays développés, il existe un mécanisme avancé d'enregistrement des flux migratoires. Les Guinéens dans les pays de l'Est sont en majorité des étudiants. Les politiques de ces pays ne permettent pas aux migrants travailleurs de s'épanouir. Cependant, ces pays ont longtemps été des partenaires à part entière dans la coopération bi et multilatérale avec la Guinée. Un enquêteur affirme :

Dans la réalité, les chiffres sur les guinéens de l'étranger peuvent être discutés. Aujourd'hui, des pays comme la Guinée-Bissau, la Gambie, le Maroc, la Tunisie, l'Algérie, l'Angola, le Gabon, le Congo, la Guinée-Equatoriale, le Brésil, le Cuba, la Chine, Dubaï, la Russie, la Roumanie, l'Australie etc. sont devenus des véritables pôles d'attraction des guinéens. Ils y vont soit pour les études/formations ou pour des opportunités d'affaire. C'est pourquoi, le Ministère en charge des guinéens de l'étranger doit pouvoir recenser, actualiser et diffuser les données sur les guinéens où qu'ils se trouvent dans le monde ». (Entretien individuel).

Ces chiffres du graphique ci-dessus ainsi ce que ce témoignage, montrent qu'il faut prendre avec précaution les données sur la diaspora guinéenne car elles ne tiennent pas compte des guinéens du Maghreb, d'Europe de l'Est, de l'Amérique Latine, du Moyen-Orient et les récentes migrations pour étude au Canada or ces pays et « *les nouveaux pays industrialisés* » sont pourtant devenus de nouvelles destinations des guinéens ces dernières années. Dans ce contexte, il se pose l'impérieuse nécessité d'élaboration de la politique de Migration de la Guinée. Cette politique pourrait être conçue au tour d'axes prioritaires comme le note l'OIM :

- Renforcer la collaboration entre les associations et structures de la diaspora guinéenne et le Gouvernement ;

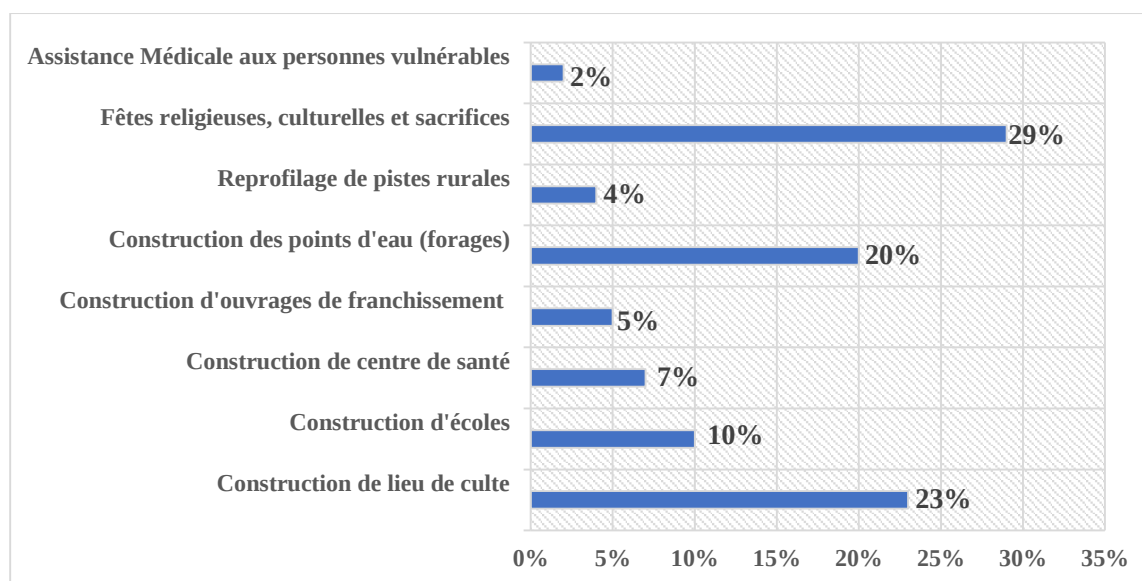
¹⁵ Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration du Canada, 2016

- Faciliter la mise en place d'un cadre législatif et réglementaire pour une implication civique et citoyenne de la diaspora guinéenne et des migrants de retour ;
- Faciliter le transfert des ressources financières de la diaspora ;
- Valoriser les compétences de la diaspora par le transfert de connaissances ou les compétences de la diaspora dans les secteurs clés de l'économie nationale l'OIM (2020 : 10).

2. Une diaspora au service du développement

Dans cette partie, nous allons montrer l'apport de la diaspora guinéenne dans l'effort de construction et de développement de la nation guinéenne. Il s'agit de parler de la mise à disposition du savoir-faire et de la compétence des guinéens de l'étranger au service de leur pays natal. Ensuite, on va toucher du doigt sa contribution au développement de la patrie-mère (graphique 2).

Graphique 2. Contribution de la diaspora dans le développement socioéconomique local



Source : Enquête de terrain, 2023

Ce graphique montre qu'effectivement la diaspora contribue au développement socioéconomique local de leur pays. Ils investissent plus dans les fêtes religieuses, culturelles et sacrifices, la construction de lieu de culte et la construction des points d'eau (forages). Le domaine religieux a longtemps été le champ privilégié de l'investissement de la diaspora comme le montre le graphique. La diaspora guinéenne, de nos jours, est fortement présente dans la création des initiatives privées dans plusieurs domaines : agrobusiness, constructions et équipement des infrastructures, la formation et la transformation, innovations technologiques, gouvernance et changement de comportement etc.

On s'accorde à reconnaître l'importance du rôle des citoyens guinéens qui résident à l'étranger. On se rend compte qu'avec ces contributions de la diaspora, le paradigme de fuite des cerveaux et des bras valides qui surviennent dans les pays africains est en train d'être renversé de façon progressive. La déperdition, en termes de capacité humaine et institutionnelle, offre aux pays de départ comme la Guinée un important vivier d'experts, de technocrates, de techniciens, d'hommes d'affaires influents, des leaders d'opinions très écoutés etc. Avec ces compétences et ces volontés la diaspora guinéenne est devenue un important levier dans le processus de la construction nationale.

2.1. La diaspora guinéenne : un creuset de savoir et de compétences au service du pays

La diaspora d'une nation constitue des acteurs majeurs dans la construction de celle-ci. La Guinée à l'instar des États africains fait face à la fuite de ses cerveaux vers d'autres cieux plus cléments. C'est ainsi que le personnel médical et les enseignants guinéens ont migré pour la plupart vers le Sénégal et la Côte d'Ivoire qui offraient des cadres idéals d'épanouissement et de travail. Il faut adjoindre à ceux-ci les ingénieurs, les techniciens et les ouvriers qualifiés (M.S. Diallo, 2022 : 255-256). Ces deux pays ont compris que l'ouverture du pays aux compétences étrangères est un levier important et non négligeable pour leur développement socioéconomique. Assia I. et Mehdi E. (2018 : 24), soutiennent que toute politique migratoire doit être conduite dans un esprit d'ouverture. En plus, nous convenons avec Salomon (1991) cité par Meyer J-B. et Charum J. (1995 : 105) qui stipule qu'à l'instar de n'importe quel facteur de production, le talent irait simplement où il est le mieux rémunéré ou « reconnu ».

Bien que l'Etat guinéen n'ait pas encore une politique migratoire qui prend en compte sa diaspora, celle-ci constitue comme le montre Camara D.K. (2003), un véritable creuset de savoir-faire et d'expériences indispensables au développement durable.

L'envoi de fond par les migrants est la première forme la plus visible de la contribution de la diaspora guinéenne. Les envois de fonds ont donc eu un effet multiplicateur et ont jeté les bases de la réduction de la pauvreté des ménages qui les reçoivent. Comme le note BAD (2011 : 7), les avantages des transferts de fonds se vérifient à plusieurs niveaux. La première génération de migrants avait une préférence d'investir dans la capitale Conakry en se lançant dans de petites affaires comme l'achat des terres etc. Selon un enquête « ce type d'investissement pourraient permettre de retourner un jour au pays et se servir de cet investissement comme source de revenu local ».

Cependant, il est à la fois inexact et risqué de considérer que les envois de fonds sont l'élément le plus important d'une stratégie nationale de mobilisation de la diaspora. Aujourd'hui, quatre secteurs clés ressortent des projets de développement, à savoir : la santé, l'éducation, l'agriculture et l'immobilier. La diaspora guinéenne à l'instar des autres des pays en développement, œuvre seule ou regroupée en association à la création de structures et de soins et d'éducation, envoi de matériels, embauche de personnel, transfert de compétences y compris sous forme de promotion de bonnes pratiques. C'est pourquoi, selon M.S. Diallo (2022 : 290-291), la diaspora investissait

dans plusieurs autres secteurs : des actifs, le transfert de la technologie, de compétences et des méthodes de gestion relativement modernes.

A cet égard, les membres de la diaspora sont en train de devenir des acteurs significatifs du jeu démocratique en Afrique BAD (2011 : 14). En Guinée, la diaspora est aujourd'hui de plus en plus reconnue et écoutée et d'ailleurs elle est devenue exigeante pour sa participation à la vie politique du pays. Les Guinéens de l'étranger sont aujourd'hui, présents à plusieurs postes électifs dans leurs pays de résidence, notamment en qualité de parlementaires, et la plupart des principaux partis politiques nationaux comptent sur les contributions financières de leur diaspora à l'occasion des campagnes électorales et même de leur fonctionnement. Par contre, certains parmi eux notamment ceux qui ont dans leur projet d'immigration des formations diplômantes qualifiées, bénéficient des nominations à des postes importants de l'administration publique et parapublique.

L'expression « fuite des cerveaux » évoque l'existence d'un taux d'exode/émigration considéré comme excessif par le pays d'origine. Les politiques publiques de la Guinée n'ont pas encore pu contenir le phénomène. Le bas salaire, l'inégalité dans l'accès à l'emploi, les violences sociopolitiques, l'absence d'une démocratie compétitive, etc., sont autant de facteurs qui favorisent cette fuite de cerveaux. Donc l'émigration permanente ou de longue durée de travailleurs qualifiés est une pratique courante au détriment du développement économique et social du pays d'origine. C'est pourquoi, l'Etat doit une fois encore élaborer une politique migratoire efficace. A ce propos, nous convenons avec l'approche de la BAD (2011 : 14) pour qui il faut :

La gestion de la diaspora doit adopter une approche plus holistique impliquant l'élaboration de politiques et le renforcement de mécanismes institutionnels. La gestion de la diaspora doit aussi adopter la mise en place de structures organisationnelles, le recours à des technologies de gestion des activités de la diaspora et l'adoption de mesures incitatives pour mobiliser la participation de la diaspora (BAD, 2011 : 14).

La migration est un phénomène complexe. Son analyse et sa gestion suppose une approche globale. La diaspora se forme à partir de la migration ; de ce fait, elle peut jouer un rôle important dans les Etats qui ont une économie fragile. Toutefois, elle ne pourrait jouer tout le rôle qui lui est dévolue si elle est bien encadrée par tous les acteurs du processus migratoire.

2.2. Les associations de la diaspora guinéenne et leur contribution au développement socio-économique local

En Guinée, les ressortissants internes et externes font partie des acteurs clés du développement. Les Guinéens de l'étranger reviennent souvent s'installer temporairement, voire définitivement. Dans ce contexte de retour, ils participent à l'animation de la vie socioéconomique et politique locale. Ainsi, laissent-ils des traces indélébiles dans l'espace social, économique, culturelle et politique.

Au niveau socioculturel, les migrants de retour contribuent à modifier certaines habitudes et pratiques locales. Sur le plan religieux, les migrants ont permis à certains parents et leurs alliés d'effectuer le pèlerinage sur les lieux saints de la Mecque. De retour du pèlerinage, ces personnes acquièrent un nouveau statut et une nouvelle position sociale dans leur milieu social de vie. Il ressort dans un entretien avec un homme d'une cinquantaine d'âge, que M.S. Diallo (2022 : 303) a réalisé :

Avec l'appui de mes enfants qui sont à Conakry, à Abidjan, en Angola, je dis Dieu merci. Je ne me nourris plus par la daba, le nombre de cases, symbole de la pauvreté aux yeux des populations a drastiquement diminué chez moi. Je mange bien, je m'habille décentement. Je me soigne dans les grands hôpitaux de Conakry..., regardez mes deux épouses et moi sommes allés à la Mecque. Nous nous acquittons de nos obligations religieuses et sociales avec tous les plaisirs. Même notre appellation traditionnelle a changé. Avant on appelait Abdoulaye, ma première épouse Ramata et la seconde Habi, désormais nous sommes dans le village, Aladjien et hadjaen ...dans notre village aujourd'hui nous sommes respectés même par l'autorité. Quand il y'a des hôtes importants dans le village, on les loge chez nous, dans les réunions, c'est chez moi on vient prêter certains équipements (chaises et tantes) ... la dernière fois quand il y'a une femme qui était en situation de travail c'est ma voiture que ma fille m'a envoyé qu'on a prêté pour l'évacuer à l'hôpital régional de Mamou... (M.S. Diallo (2022 : 303)

Les Guinéens de la diaspora qui acceptent de revenir au pays, viennent le plus souvent avec tous leurs acquis (économique, social, culturel, voire symbolique) qu'ils mettent à la disposition de leur communauté. Durant l'épidémie d'Ébola et de Coronavirus, ils ont diffusé leur savoir-faire en matière de santé en inculquant de bonnes pratiques sanitaires à leurs concitoyens.

La contribution la plus perceptible est sans conteste les envois ou les transferts d'argent. À cet effet, les migrants une fois installés dans les pays d'accueil, ne ménagent aucun effort pour envoyer de l'argent à la famille et aux proches restés au pays. Ces envois d'argent ont longtemps été destinés uniquement à la consommation et l'investissement individuel (la construction de maisons de qualité, l'achat de biens comme le foncier urbain). Cette pratique perdure au sein de la communauté guinéenne de l'extérieur. C'est pourquoi, selon plusieurs observateurs, dont celles d'un ancien migrant d'étude de longue date dans l'ex URSS :

La migration n'est pas toujours une solution au développement de nos sociétés. Je pourrai d'ailleurs dire qu'elle peut constituer un facteur d'appauvrissement d'autant plus que ce sont les bras valides qui émigrent le plus souvent. D'ailleurs l'une des conséquences de l'émigration c'est l'exode rural massif entraînant un dépeuplement des collectivités locales, un vieillissement de la population. Aujourd'hui la tranche d'âge la plus fréquente, est constituée des personnes du troisième âge. Du coup, il y a une rareté de la main d'œuvre locale et de facto le secteur agropastoral connaît un déclin sans précédent. Ce déclin a pour conséquence la pauvreté (entretien avec un ancien migrant à Conakry).

L'esprit d'investissement collectif ou d'intérêt public de la diaspora est en train de se forger progressivement. Les premiers investissements d'intérêt collectif de la diaspora guinéenne étaient centrés sur la construction des lieux de culte. C'est récemment que

leurs investissements s'orientent plus vers les actions de développement collectif durable (M. Dioubaté, 2012 : 348-433). Ils ont ainsi construit et formé les populations locales de leur milieu socio-spatial d'origine. Ainsi, leur action ont permis de rapprocher les populations locales des infrastructures réalisées dans plusieurs localités urbaines et rurales. Il s'agit notamment des routes, des postes de santé, des écoles, des forages, des ouvrages de franchissement, etc. ; réduisant du coup les peines des populations. Les ressortissants guinéens de l'étranger de certaines localités se sont substitués à l'État dans plusieurs endroits. Lors de nos enquêtes, nous avons constaté dans plusieurs localités que les fonctionnaires locaux sont entièrement à la charge de la communauté où ils exercent. Ces cadres locaux pris en charge par les communautés locales sont mieux payés que ceux de l'État. Le salaire minimum interprofessionnel garanti du fonctionnaire guinéen est de 510 000 GNF, or des enseignants et des infirmiers recrutés par les communautés perçoivent près de 2 500 000 GNF.

Mais force est aussi de constater, que les actions de développement et le transfert de revenus migratoires monétaires et matériels ont rendu les populations locales dépendantes des Guinéens de l'extérieur. C'est pourquoi, l'OIM-Guinée (2020 : 21) confirme que les faits fréquemment mentionnés dans l'émigration guinéenne sont les transferts de fonds et les investissements des Guinéens de l'étranger vers le pays d'origine. Dès cet instant, plusieurs études montrent que les migrants bien intégrés dans le pays d'accueil contribuent fortement au développement de leur pays de provenance. Intégration et engagement en faveur du pays d'origine ne sont pas antinomiques. Le potentiel économique et socioculturel de la diaspora joue un rôle essentiel dans le développement des pays de provenance des migrants, dont les transferts d'argent à des proches et à des connaissances, ainsi que les investissements dans des petites entreprises stimulent l'économie sur place. Parallèlement, ils participent au développement du pays d'accueil par l'apport de savoir-faire, de connaissances et d'expériences.

Conclusion

L'objet de cet article était d'analyser l'apport de la diaspora guinéenne au développement socioéconomique de leur pays de 1958 à 2020. Il était question de tabler d'abord sur la formation de la diaspora guinéenne en questionnant les déterminants ayant prévalu à la construction d'une importante diaspora guinéenne dans le monde. Après analyse, il ressort que les mouvements migratoires guinéens s'inscrivent dans l'histoire et dans la durée et ont pour déterminant principal, le poids des répressions politiques et économique, de la pauvreté et de la déliquescence du système éducatif guinéen. Nous distinguons trois périodes des mouvements migratoires. D'abord une phase amorcée depuis le début des années 60 à 70 qui a conduit des milliers de ressortissants guinéens vers les pays de l'Afrique de l'Ouest (Sénégal, Côte d'Ivoire, Libéria, Sierra Leone, etc.). Ces déplacements de la population sont qualifiés de migrations forcées, car opérées sous l'effet de la force publique. Ensuite Une période intermédiaire (1980-1990), durant laquelle les migrations de la

main-d'œuvre qualifiée encouragées par des facteurs de pulsion endogène et des facteurs attractifs des pays d'accueil dominés par des mutations socio-économiques endogènes. La troisième phase est celle qui correspond aux différentes vagues de migration irrégulière que d'autres nomment la migration clandestine. Cette troisième phase est intervenue au début des années 2000 à nos jours.

Au-delà, notre étude a montré la contribution tant considérable de la diaspora dans le développement du pays de départ. Ce sont pour l'essentiel la mise à disposition de leur savoir-faire et de leur compétence au service de la mère-patrie. Aussi, en construisant les infrastructures de bases dans leur localité d'origine, la diaspora guinéenne a contribué à combattre le sous-développement dans ces localités.

Le revers de la migration demeure la fuite des cerveaux et de la main d'œuvre qualifiée. Cette problématique est pour le moment peu étudiée en Guinée et constitue donc un vaste champ d'investigation. En termes de perspectives, cette étude pourrait s'inscrire dans la description et la compréhension des bases incitatives qui ont permis ou encouragé la diaspora à participer résolument à la construction nationale de leurs pays d'origine.

Références bibliographiques

- BAD, 2011, *Fonds africain de développement, République de Guinée document de stratégie-pays 2012-2016*, département régional ouest 2 (ORWB), 36 p
- Bah A. O., Keita B. et Lootvoet B., 1989, Les Guinéens de l'extérieur : rentrer au pays ? », *Politique africaine*, n° 36
- Assia I. et Mehdi E., 2017, « L'exode des cerveaux africains et le défi du développement : la marche à rebours », *Revue Economie, Gestion et Société*, 9. fffhal-01868005f
- Bellemare F.-A., 2010, « Migrations et fuite des cerveaux dans les économies insulaires caribéennes: éléments de réflexion Etudes caribéennes URL:<http://journals.openedition.org/etudescaribeennes/4702>; DOI : - <https://doi.org/10.4000/etudescaribeennes.470>
- Cagf et Grdr, 2021, Etude « Etat des lieux et mutations de la diaspora guinéenne de France » / Frise historique
- Camara D. K., 2003, *La diaspora guinéenne*, Harmattan disponible sur <https://www.editions-harmattan.fr/livre-la-diaspora-guineenne-djibril-kassomba-camara-9782747536592-11552.htm>
- Camara A., 2020, *Changement Social chez les Peuls du Fuuta-Jaloo, de 1920 à nos jours : du Pastoralisme au Commerce*. Thèse de Doctorat en Histoire, UGLC-SC et INALCO
- Diallo M. O., 2018, *Rapports sur les élections du 4 février en Guinée : fraudes et violences menacent la paix et la stabilité*.

- Diallo M. S., 2022, Pauvreté, revenus migratoires et relations de genre dans la région de Mamou, Rép. de Guinée, Thèse de Sociologie, Université Félix Houphouët Boigny d'Abidjan.
- DIALLO M. S., CONDE M. et DAYORO Z. A. K., 2021, « Les stratégies d'insertion socioprofessionnelle des guinéennes en Côte d'Ivoire », *Sociétés et Economies, Revue du Laboratoire de Sociologie Economique et d'Anthropologie des Appartenances Symboliques*, disponible sur www.lasse-socio.org
- DIALLO S., 1984, « Le complot permanent, ou le stalinisme à la guinéenne », *Sékou Touré et la Guinée après Sékou Touré, Jeune-Afrique Plus*, N°8-juin.
- DIOUBATE M., 2012, Genre, pauvreté, migration et environnement dans la région administrative de Kankan (République de Guinée), Thèse de doctorat, Université de Bamako.
- DORÉ A., 1986, *Économie et société en République de Guinée (1958-1984) et perspectives*, Chenôve, Éditions Bayardère.
- IALLOUCHEN, A., ESSARSAR, M., 2017, L'exode des cerveaux africains et le défi du développement : la marche à rebours. *Revue Economie, Gestion et Société*, 2017, 9. fhal-01868005f
- KABA B., 2015, *L'immigration des Guinéens en Côte d'Ivoire et au Sénégal de 1961 à 2003*, 2015, Abidjan-Dakar, Université Félix Houphouët-Boigny-Université Cheikh Anta Diop, département d'histoire, thèse unique de doctorat.
- KABA B., 2018, « Les migrants guinéens ou les candidats à la mort en Méditerranée (2000-2016) », *FOLOFOLO : Revue des sciences humaines et des civilisations africaines*, pp. 46-64.
- KABA B., 2019, « Appartenance ethnique et vie politique en Guinée de 1945 à 2015 », *Revue Sociétés & Économies*, Numéro spécial – Colloque 2019, pp. 25-41.
- KEÏTA S. K., 2005, *Des complots contre la Guinée de Sékou Touré (1958-1984)*, Conakry, Les classiques guinéens.
- KEUNANG, D. S., 2020, La Guinée Equatoriale et sa diaspora : dynamique d'une crise permanente, Note de Recherche, *Institut de Recherche et Enseignement sur la Paix*, www.thinkingafrica.org
- LEWIN A., 1990, *Diallo Telli. Le destin tragique d'un grand Africain*, Jeune Afrique Livres. Collection Destins.
- LEWIN A., *La Guinée*, Paris, PUF, Que sais-je n°2184,
- MEYER, J-B et CHARUM, J., 1995, La « fuite des cerveaux » est-elle épuisée ? Paradigme perdu et nouvelles perspectives, *Cah. Sci. hum.* 37 (4)
- OIM, 2020, *Migration en Guinée, Profil migratoire national*.
- OIM, 2017, *Guinée : Évaluation sur les Mouvements Migratoires*.
- OIM, 2007, *Glossaire de la migration*.
- PETIT V. et BALDE A., (2017), « Les migrations des Guinéens vers l'Union européenne : marginalité statistique et impact social », *Outre-Terre*, N° 53.
- SOMPARÉ A. W., 2015, « Une longue et laborieuse transition démocratique en Guinée », consulté en ligne le 06 avril 2023 à 13 heures 33 minutes. https://www.afri-ct.org/wp-content/uploads/2015/02/449_Sompare.pdf

- VALADE C., 2018, « La démocratie naît dans la douleur, témoignages croisés », *Mémoire collective : une histoire plurielle des violences politiques en Guinée*.
- ZIMMERMAN K., 1996, Migration européenne : pousser et tirer. *Revue scientifique régionale internationale* , 1996, vol. 19, numéro 1-2, 95-128